

point de vue

ON NE CHANGE PAS UNE EQUIPE QUI PERD,

par Nicolas Baverez

LE MONDE | 03.06.05 | 14h06

Dans les Mémoires d'outre-tombe, Chateaubriand souligne que "tout événement, si misérable ou odieux qu'il soit en lui-même, lorsque les circonstances en sont sérieuses et qu'il fait époque, ne doit pas être traité avec légèreté : ce qu'il fallait voir dans la prise de la Bastille (et ce que l'on ne vit pas alors), c'était non l'acte violent de l'émancipation d'un peuple, mais l'émancipation même. La colère brutale faisait des ruines, et sous cette colère était cachée l'intelligence qui jetait parmi ces ruines les fondements du nouvel édifice".

Nul ne peut aujourd'hui discerner la nouvelle donne pour la France et l'Europe dont le référendum du 29 mai 2005 sera peut-être un jour la matrice. Mais chacun ne peut manquer de rester stupéfait devant le contraste entre la violence de l'événement et la légèreté avec laquelle Jacques Chirac tout comme en 1997 avec la dissolution a armé la mécanique qui a réduit son mandat à néant puis s'est abstenu d'en tirer toute conséquence.

On peut aimer ou non le rejet par 55 % des Français du projet de Constitution européenne, mais on ne peut faire qu'il ne soit pas. Et qu'il soit réversible. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, rien ne sera plus comme avant le 29 mai 2005, ni pour la France ni pour l'Europe, toutes deux en fin de cycle.

Le référendum, enfant de la peur et du désespoir, dresse l'acte de décès de la France gaulliste, corrompue par François Mitterrand puis ruinée par Jacques Chirac. Une nation en état de quasi-guerre civile, une société laminée par le chômage, une économie déclassée, une classe politique déconsidérée, une Constitution démembrée, une position internationale marginalisée tout particulièrement en Europe : il ne reste plus rien de l'entreprise de redressement engagée en 1958.

Même la IV^e République finissante affiche désormais une performance plus honorable, elle qui, du moins, modernisa à marche forcée l'appareil productif, réalisa le plein-emploi qui constitua le socle des "Trente glorieuses", réconcilia les Français avec la modernité à rebours du malthusianisme délétère des années 1930.

Pour l'Europe également, le vote français, prolongé par celui des Pays-Bas, sonne le glas, au-delà de l'enterrement d'une Constitution mort-née, du mouvement d'intégration engagé avec le traité de Rome autour de la méthode Monnet. Alors que l'effondrement de l'empire soviétique aurait dû déboucher sur une renaissance de l'idée et du projet européens avec la réunification du continent, la gestion chaotique de l'élargissement s'est traduite par la dissolution de l'identité de l'Union, portée à son comble par la perspective de l'adhésion de la Turquie.

Le déficit démocratique s'est creusé jusqu'à entraîner une jacquerie des peuples. L'aversion au changement, la régulation incohérente du grand marché et la déflation organisée dans l'Euroland ont transformé le continent en désert pour la croissance, l'emploi et l'innovation, avec à la clé une paupérisation des Européens dont le pouvoir d'achat ne représente plus que 64 % de celui d'un Américain contre 80 % en 1990. Sous le déclin de la France et de l'Europe pointe leur incapacité à s'adapter à la grande transformation du capitalisme et de la démocratie issus de la mondialisation. Et le 29 mai 2005, dans le droit-fil du 21 avril 2002, est le coup de colère, l'ultime avertissement lancé par un peuple en danger à ses dirigeants.

Cette crise majeure, qui met fin à un demi-siècle d'engagement européen de la France, appelle une refondation radicale. Mais si le vieux système est à bout, aucune forme nouvelle ne peut émerger, du fait de l'euthanasie de toute possibilité de changement par le président de la République, qui répond à une situation révolutionnaire par des combinaisons gouvernementales et des jeux d'appareil.

Trois conditions sont requises pour désarmer l'insurrection démocratique et la violence sociale tout en engageant la modernisation du pays : un leadership politique fort, un discours de vérité et un projet réformateur clair, une équipe gouvernementale cohérente. Aucune d'entre elles n'étant réunie, la France va poursuivre sa descente aux enfers d'ici à 2007.

1. La légitimité ne se répare pas plus qu'elle ne se décrète. Nul, en France comme en Europe, ne peut plus ni croire ni suivre Jacques Chirac. Dans une démocratie ravagée par la peur, le cynisme et la démagogie, il ne peut pas être l'homme du ressaisissement.

Comment peut-il incarner l'intérêt général, lui qui a asservi la politique de la nation à la préservation de sa tranquillité, refusant, contrairement à Gerhard Schröder, tant le risque des réformes indispensables que la remise en jeu de son mandat devant les citoyens ?

Comment pourrait-il conduire le changement, lui qui ne cesse de vanter le modèle français, synonyme de développement zéro et de repli hexagonal, de chômage et d'exclusion, de pauvreté et d'inégalités ? Comment pourrait-il contribuer à reconstruire une Europe politique, lui qui a divisé à plaisir le continent et insulté les nouvelles démocraties, avant d'euthanasier le texte qui devait en être le fondement ?

2. La faiblesse de Jacques Chirac est indissociable de son refus de la vérité, de la fausseté de son jugement comme de sa parole. Illusion entretenue contre les faits sur la puissance de la France, le maintien de son rang, le dynamisme de son économie et de sa société.

Défausse de l'action, masquée sous la prétendue inutilité ou impossibilité des réformes. Dénonciation du capitalisme, du libéralisme, du monde anglo-saxon, érigés en mythes maléfiques utilisés comme autant de leurres pour détourner les citoyens de l'examen de la situation réelle du pays et de son recul spectaculaire au cours des dix dernières années.

Culte de l'ambiguïté, refus de tout choix clair et continu dans le temps, dont la politique économique est exemplaire qui, sous prétexte de marier l'économie administrée des années 1970 avec la mondialisation, la protection des rentes et des clientèles avec l'ouverture des frontières, la surexpansion de l'Etat et le capitalisme entrepreneurial, cumule, au beau milieu d'un cycle exceptionnel de développement mondial, la réduction accélérée de sa base productive, le chômage de masse, la paupérisation de la population, la reproduction de l'exclusion.

3. Plus l'histoire accélère, plus Jacques Chirac bégaie. Paradoxalement, le sacrifice annoncé de Jean-Pierre Raffarin, qui n'était pas plus un chef qu'il n'avait de gouvernement, marque l'éternel retour vers 2002. Avec Dominique de Villepin, la démesure succède au vide, la poésie à la prose, l'envolée lyrique à la réclame. Mais deux facteurs d'échec majeurs subsistent. Le contre-emploi de l'homme, qui fut depuis dix ans le plus proche collaborateur du président, et à ce titre le plus intimement associé à la longue cohorte de ses échecs, qui n'est pas élu alors que sévit une crise inouïe de la représentation, qui ne possède aucune culture ou compétence économique et sociale alors que le destin du pays est suspendu à la lutte contre le chômage, qui s'est fait connaître comme le plus grand diviseur des démocraties et de l'Europe alors que la priorité doit aller à la réconciliation d'une nation déchirée et d'une Union en miettes.

Surtout, comme en 2002, la cohabitation au sein d'un même gouvernement d'un premier ministre virtuel imposé par le président et d'un premier ministre réel soutenu par l'opinion traduit une absence totale de stratégie et de cap, avec la poursuite d'orientations contradictoires entre les tenants du statu quo et ceux de la réforme : ni libérale ni sociale, la politique économique de la France restera simplement schizophrène, donc inefficace.

Trois conclusions émergent. Après la crise de régime, la France est entrée dans une fin de régime qui coïncide avec une société en état insurrectionnel, ce qui peut à tout moment dégénérer vers l'emballement des passions collectives et le déchaînement de la violence.

Dans le même temps, la plupart des gouvernements européens sont gravement affaiblis, ce qui est dangereux au plan stratégique dans un contexte international chaotique et qui laisse peu d'espoir, au plan économique, pour un redécollage du continent avant la fin de la décennie dès lors qu'il a pour préalable des réformes supposant un leadership fort. Le combat décisif se livre donc pour l'heure dans l'esprit et le cœur des Français et des Européens qui doivent conjurer leur peur de l'avenir, leur tentation de sortir de l'histoire, leur reniement de la liberté.

Winston Churchill avait pour habitude de rappeler qu' *"il faut prendre l'événement par la main avant d'être saisi par lui à la gorge"* . La France est aujourd'hui étouffée par son déclin, pour avoir refusé de comprendre et de s'adapter aux bouleversements de l'histoire depuis la fin des années 1980. Non pas en imitant de chimériques modèles, mais en inventant sa propre modernité.

Une modernité qui passe, à droite comme à gauche, par l'acclimatation du libéralisme. Un peuple se met en mouvement sous le choc de la vérité et avec le moteur de l'espérance. En France, cela passe par une cure de désintoxication idéologique, après des décennies de démagogie de la classe politique qui auront culminé sous Jacques Chirac jusqu'à la déflagration du 29 mai dernier.

La France a perdu son rang de fondateur de l'Europe parce qu'elle a vendu son droit d'aînesse dans l'ordre de la liberté. Car sous couvert de dénonciation du libéralisme, c'est bien avec la liberté que la France a divorcé. Et c'est bien la liberté qui est la clé aujourd'hui confisquée de la fin de la tyrannie molle et veule de la Ve République comme de son redressement.

Nicolas Baverez est économiste, historien et avocat.

par Nicolas Baverez

Article paru dans l'édition du 04.06.05